Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

FRANCE – Projet de loi : une forte mobilisation citoyenne

Par Christophe NOISETTE

Publié le 31/12/2007, modifié le 09/03/2026

L’annonce de l’activation de la clause de sauvegarde est aussi le résultat d’une forte mobilisation des associations critiques sur les OGM. La grève de la faim menée par José Bové et ses partisans a été relayée par des jeûnes dans de nombreuses Régions.

Mais la mobilisation reste de mise, affirment les associations, au moins pour deux raisons : d’une part pour connaître le contenu du dossier qui sera déposé par la France à Bruxelles, et d’autre part, pour faire évoluer le projet de loi actuellement proposé aux Assemblées. Ainsi, le 12 janvier, une "journée nationale d’information et d’interpellation des politiques sur la question des OGM" a rassemblé des centaines de militants à Paris et en Régions.

Et la veille, le 11 janvier, une centaine de militants du collectif "Bro Dreger Hep OGM" bloquaient l’entrée de l’usine agro-alimentaire de Guyomarc’h Nutréa, à Plouagat (Côtes d’Armor) pour dénoncer l’utilisation d’OGM dans les aliments destinés au bétail. "L’élevage breton est contaminé par une alimentation importée contenant 85 % d’OGM", affirme un communiqué du collectif. Ils ont obtenu l’engagement signé du directeur d’exploitation des neuf sites Nutréa de Bretagne, Gilles Martin, de transmettre les revendications du Collectif à l’Afab (association des fabricants d’aliments de Bretagne) et au conseil d’administration de Nutréa.

Un appel "pour la liberté et le droit de produire et consommer sans OGM" [1] a été lancé par Attac, les Amis de la Terre, Agir pour l’Environnement, la Confédération paysanne, les Faucheurs volontaires, la FNAB, Greenpeace, le MDRGF et Nature et Progrès afin que le gouvernement français "respecte les engagements pris devant les français à l’issue du Grenelle de l’environnement et s’engage au respect de la liberté et du droit de produire et consommer sans OGM". Cet appel a d’ores et déjà été signé par plusieurs centaines d’organisations et d’élu(e)s. Quant à la pétition destinée aux citoyens lambda, ce sont au 10 janvier 2008, 13476 personnes qui l’ont signée et de nombreuses signatures reçues par la poste attendent d’être enregistrées. L’association Cyber’Acteurs [2] a mis à disposition de cette pétition ses outils et sa plateforme internet.

Enfin, une autre pétition, plus radicale, intitulée "Pour une agriculture et une alimentation de qualité, je dis non aux OGM !" [3] a été lancée par la revue L’Ecologiste et l’association OGM Dangers. Cette pétition demande l’interdiction des cultures d’OGM et de l’utilisation d’OGM dans l’alimentation humaine ou animale et le transfert des actuels financements de la recherche publique consacrés aux OGM agricoles à la recherche sur les techniques de l’agriculture

biologique.

[1] http://www.stop-ogm.org/

[2] http://www.cyberacteurs.org/actions...

[3] http://www.ogm-jedisnon.org

Adresse de cet article : https://infogm.org/france-projet-de-loi-une-forte-mobilisation-citoyenne/